

MARIO PEDINI

**L'Elargissement de la Communauté  
et son avenir politique**

*Conférence prononcée à l'Institut  
Royal des Relations Internationales*

*Bruxelles 1<sup>er</sup> février 1972*

MARIO PEDINI

# L'Elargissement de la Communauté et son avenir politique

*Conférence prononcée à l'Institut  
Royal des Relations Internationales*

*Bruxelles 1<sup>er</sup> février 1972*

Je vous remercie vivement de l'honneur qui m'a été fait en me confiant la tâche d'ouvrir – pour l'année 1972 – les rencontres et les débats par lesquels vous participez depuis longtemps et de façon qualifiée au développement de la Communauté Economique Européenne.

Si, durant la période du long hiver communautaire, on a pu tenir vivant l'espoir de réaliser la Communauté Economique Européenne et si, après la Conférence de La Haye, nous avons pu imprimer au processus communautaire une accélération qui nous permet ce soir de parler d'élargissement et d'approfondissement de la Communauté Economique Européenne, on le doit à l'engagement de ceux, et un grand nombre d'entre eux sont présents ce soir dans cette salle, qui ont fait face à la responsabilité européenne qui leur était confiée. Le gouvernement italien compte sur leur collaboration également à l'avenir, non seulement pour approfondir le débat communautaire ou pour agir sur des programmes européens plus précis, mais aussi pour mobiliser toujours davantage notre opinion publique vers un but aujourd'hui essentiel : donner à la Communauté Européenne toutes ses institutions démocratiques, lui assurer sa participation populaire ; préparer ainsi ce saut de qualité politique qui nous amènera à réaliser aussi le Parlement Européen élu au suffrage universel.

Cet engagement communautaire est également un élément essentiel de la politique italienne, car ce n'est que dans la perspective européenne que l'Italie peut trouver le stabilisateur de sa croissance démocratique : et nous voyons dans la Communauté des Six le point de départ pour réaliser une Communauté plus européenne encore, élargie aux pays qui ont tellement contribué dans le courant de son histoire à la civilisation de notre Continent.

Il faut opérer avec un sentiment précis de notre devoir et avec une intuition politique renouvelée afin d'adapter les insti-

tutions aux nouvelles dimensions de la Communauté, engageant avec plus de vigueur l'accent politique qui, peut être, est resté muet jusqu'à présent dans l'Europe des Six. Le développement politique a subi son premier échec au moment même de la mise en vigueur en 1958 des Traités de Rome, quand un grand pays comme l'Angleterre posa elle-même un « autoveto » en refusant de participer à l'aventure des Six. Et ce ton politique a fait également défaut quand — après 1959 — le général De Gaulle, qui aurait peut-être pu devenir le premier président des Etats-Unis d'Europe, préféra, malheureusement, être le dernier prestigieux chef d'une grande nation comme la France; de cette sorte, favorisés par notre provincialisme italien, par les incertitudes de l'Allemagne, par l'abdication de certaines responsabilités de la part de nous tous, nous avons été obligés de réaliser une interprétation exclusivement commerciale et administrative de la Communauté Européenne dont l'âme aurait dû être politique. Et c'est grâce à beaucoup d'entre vous, grâce surtout au travail du Président de la Commission Prof. Rey, que cet accent politique est resté vivant, même dans les situations les plus difficiles, permettant ainsi — le moment venu — la relance de La Haye, suivi — aujourd'hui — de l'élargissement de la Communauté Economique Européenne.

Plus qu'un exaltant succès, l'élargissement de la Communauté Economique Européenne est pour nous tous une occasion de réflexion pour prendre conscience du fait qu'on se trouve maintenant devant le danger aggravé de réaliser aussi dans la Communauté élargie, un phénomène purement mercantiliste et commercial, là où, par contre, les exigences du monde entier sollicitent une accentuation de la relance politique.

Nous pensons en particulier aux jeunes gens, à notre société dans laquelle l'individu est toujours plus menacé de rester dissocié de la réalité qui l'entoure ; nous pensons à cette société qui, tout en progressant sur la voie du bien-être, se sent étouffée par le manque d'idéaux ; nous pensons à l'homme moderne qui, au moment même où il atteint le sommet des conquêtes scientifiques, refuse presque le rationnel et tente de retourner (même par des réflexions d'écoles économiques) aux origines, à la physiocratie primitive, au sens de la nature, à l'instinct. La contestation ne

serait-elle donc qu'une réaction au rationalisme de notre époque ? Dans notre société les frontières entre les nations tombent, mais il en surgit de nouvelles, fort préoccupantes : ce sont celles qui séparent les pères de leurs enfants.

Devant la contestation, il me semble qu'un autre objectif se révèle fondamental pour l'Europe : tenter de créer, dans cette Communauté, un type de société nouvelle qui corresponde à un meilleur équilibre entre la technique et la conscience, qui puisse rendre un sens à la famille ; qui arrive à donner un horizon renouvelé à la philosophie. Faisons donc l'Europe pour donner nous aussi, comme les Américains, comme les Russes, comme les Chinois, une réponse aux grands problèmes de l'homme moderne.

Il est donc bon d'élargir la Communauté Européenne ; mais il faut en élargir aussi la responsabilité et l'engagement politique.

La Communauté renouvelée naît d'une situation mondiale bien différente de celle de 1958, époque à laquelle penser à une Europe des Six en tant que marché commun, était déjà un grand pas en avant par rapport au passé nationaliste et autarchique des Etats européens. Il y a une vingtaine d'années, nous nous trouvions dans la période de la guerre froide, dans un monde partagé entre deux grandes puissances : l'Union Soviétique et les Etats-Unis, se méfiant l'un de l'autre : un monde qui trouvait son symbole dans « le rideau de fer ».

Mais aujourd'hui le tableau est totalement changé : d'une polyphonie à deux voix, il est en train de passer à un contrepoint grâce auquel le concert international s'enrichit de voix nouvelles. Les Etats-Unis d'Amérique ne sont plus comparables à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années : nous n'accordons évidemment aucun crédit à ceux qui parlent d'un retour des Etats-Unis à l'isolationnisme : cela est impensable pour la plus grande des puissances : même si elle le voulait, elle ne pourrait pas faire abstraction des problèmes du monde et les derniers événements monétaires en sont la démonstration la plus récente. Mais il est clair que les Etats-Unis d'Amérique acceptent aujourd'hui la polyphonie internationale à laquelle il participent avec un esprit nouveau. Il faudra observer la nouvelle situation qui est en train de se créer à l'Est dans le difficile équilibre entre la puissance russe

et la puissance chinoise et il faudra examiner de quelle façon s'y insère l'initiative politique américaine. Nixon va à Pékin et de Pékin il ira à Moscou. Son jeu d'influence ne rappelle-t-il pas ce qui se passait dans notre Europe, il y a un siècle, lorsque la Grande-Bretagne — puissance maritime — était l'élément d'équilibre, l'aiguille de la balance entre les Empires centraux et la France ?

Les Etats-Unis d'Amérique ne peuvent donc plus gérer la politique internationale, selon leurs lignes traditionnelles : et cela, non seulement par ce que la liberté a donné la maturité à des peuples nouveaux ; mais parce que, à l'intérieur de la société américaine fermentent aujourd'hui de nouveaux problèmes, auxquels il faut accorder une attention particulière.

Il est indispensable de suivre certaines crises de transformation dans la société des Etats-Unis d'Amérique ; n'est il pas vrai que dans le problème racial, dans le problème de la coexistence des citoyens à la peau noire avec ceux à la peau blanche s'exprime, dans le fond, un des grands problèmes que l'humanité entière est en train d'affronter : c'est-à-dire le problème de la vie communautaire des continents ? En effet, le monde va devenir toujours davantage une communauté pacifique et paritaire de races différentes ; faute de quoi, ou marchera tragiquement vers la dissociation nucléaire.

Le rapport entre riches et pauvres, qui est l'autre grand problème du monde d'aujourd'hui, tourmente également la vie des Etats-Unis et si l'on considère aussi le thème du féminisme tel qu'il s'exprime actuellement en Amérique, de la contestation des jeunes, du repli américain devant l'aventure du Viet-Nam, nous devons bien admettre qu'il faut laisser aux Etats-Unis le temps et les moyens pour résoudre toutes leurs crises intérieures : crises dans lesquelles il y a des paradigmes communs avec les problèmes des autres sociétés et même de la société soviétique.

Pour toutes ces raisons on ne peut donc pas parler d'isolationnisme américain : fait dont il faut se réjouir, car un retrait des Etats-Unis d'Amérique voudrait dire la rupture de l'équilibre international et la perte de ce qui a été acquis de positif dans ces dernières années, comme — par exemple — la politique de détente

qui va devenir — si elle est bien menée — la politique de coexistence des races et des systèmes. Pour que ce but se réalise il est nécessaire non seulement la confrontation des mondes idéologiquement différentes mais aussi une médiation. Et cela me paraît justement la tâche de l'Europe qui, tout en respectant l'indépendance des systèmes politiques et sans empêcher les alliances préférentielles, peut proposer une médiation grâce aux valeurs universelles dont elle doit être le porte-parole et favoriser ainsi par sa présence et son action les transformations nécessaires dans la vie des peuples.

Même l'Union Soviétique n'est certes plus celle d'il y a une vingtaine d'années : elle cherche aujourd'hui les status quo en Europe et pour cela elle est disposée à accorder à propos de Berlin ce qui ne pouvait pas être accordé auparavant. Elle a ouvert un dialogue sur la sécurité européenne que nous devons accepter pour ce qu'il a de positif et pour ce qu'il a de préoccupant. Ce dialogue a, en effet, quelque chose inquiétant si on le considère sous l'aspect de simple garantie du status quo européen ou comme la tentative d'influencer les nations occidentales, à partager les critères les plus typiques de la politique étrangère moscovite ; mais le dialogue est positif s'il porte, par contre, sur la mise en oeuvre — dans des conditions de sécurité réciproques et dans le respect des différentes idéologies — des thèmes d'une vie coordonnée atteinte par le chemin lent mais sûr de la coopération économique, culturelle et scientifique de l'Est et de l'Ouest européens.

L'Union Soviétique n'ignore pas que la réalité d'une Europe communautaire qui est en train de devenir technologiquement avancée, grâce aussi à l'entrée de l'Angleterre, constitue une grande réserve dans laquelle elle pourra puiser pour faire face à la demande de sa population, une demande qui transforme la société soviétique dans une économie de consommation, mais derrière laquelle se dissimulent aussi des ferments de liberté qui ne manqueront pas de mûrir davantage. Quand nous observons l'Union Soviétique et ses difficultés avec la Chine et nous pensons à l'Europe du passé, n'est-il pas possible de supposer une certaine affinité entre les positions des empires centraux d'il y a un siècle, empires

qui avaient leur ramifications dans le désordre des Balkans, tout comme la Russie d'aujourd'hui, dans la zone tourmentée de la Méditerranée arabe et du Moyen Orient ?

Et la Chine ? Elle aussi, après la révolution culturelle s'est lancée dans la politique étrangère par une politique de présence dans le monde, visant aussi à établir un rapport nouveau avec les Etats-Unis d'Amérique et à entamer des rapports articulés capables de garantir également un équilibre dans cette partie du monde où fermentent — au-dessous des affinités idéologiques — les mêmes contrastes d'intérêts qui opposent les puissances dans le reste de la terre.

D'où la délicatesse de ce jeu asiatique, extrêmement complexe : n'est-ce justement à la veille de la visite de Nixon à Peking et à Moscou, qu'il y a comme une exaspération de l'absurde guerre du Viet-nam ? D'une part les Américains, avec les bombardements; de l'autre, les Russes avec des envois plus importants d'armes et de combattants, tous deux dans le but de créer des positions de force plus favorables pour se préparer aux négociations finales. Et là aussi la Chine mène une politique très habile, une politique qui, comme dans toute l'histoire chinoise ancienne, ne peut être que continentale pour assurer la sécurité des frontières, c'est-à-dire la garantie la plus vitale pour cet immense pays. La Chine — comme le sens de sa pénétration en Afrique me paraît le confirmer — ne recherche pas une politique impériale; elle vise à résoudre des problèmes internes importants et délicats, ainsi qu'à garantir des zones dont la sécurité lui est indispensable.

Tout cela ne fait que me convaincre toujours davantage que le dialogue entre les « grands » peut aujourd'hui être dirigé vers des formes pacifiques et de pacification, en accord non seulement avec la conviction morale, mais aussi avec l'impossibilité d'une guerre nucléaire. La Chine est le signe de cette transformation.

Mais l'évolution des temps dépend également de nous et en premier lieu de nous en tant que citoyens de la Communauté. En Europe, Pompidou, qui a succédé à De Gaulle, travaille avec un réalisme qui, sans aucun doute, est une contribution à la construction de l'Europe. L'Allemagne est passée, elle aussi, à travers différentes phases : après avoir vu ses perspectives de liberté



exclusivement liées à l'OTAN et avoir considéré la Communauté Economique Européenne dans cette dimension, l'Allemagne nous a donné l'impression, à un certain moment, de savoir tout sacrifier à la construction d'une famille européenne plus sûre ; après avoir tenté de substituer la carence politique de la Communauté par un rapport bilatéral et préférentiel avec la France, l'Allemagne s'est lancée dans une nouvelle courageuse politique d'apaisement avec l'Est qui se base sur la pleine conscience de sa fonction dans le centre de l'Europe, mais qui se base aussi sur la recherche d'une unité politique de la Communauté qui soit à même de la soutenir jusqu'au succès.

Et également, en ce qui concerne l'Italie, la réalité est que notre Pays a été et reste lui aussi sujet à un développement de dimensions européennes, dans son histoire, dans ses traditions, dans ses possibilités actuelles — surtout — étant donné la situation dans la Méditerranée qui le freine aujourd'hui dans l'autre directrice internationale d'importance vitale.

Le monde est donc profondément changé et derrière une polyphonie internationale qui implique, dans des responsabilités différentes, les Etats-Unis, l'Union Soviétique, la Chine et l'Europe, il y a — comme les chœurs qui soutiennent la partition des orgues — également le problème social, le problème des pauvres et des sous-développés qui, aujourd'hui, décident eux aussi les destins de la société internationale même quand ils n'ont pas encore pleinement conscience de ce fait.

J'ai traversé plusieurs fois l'Afrique : vous pouvez y rencontrer des hommes qui ne sont pas habillés, des hommes encore tourmentés par la faim, mais il ne vous arrivera jamais d'entrer dans une cabane africaine et de ne pas y entendre la voix du petit transistor qui met à la portée de chaque homme tout ce qui se passe dans le monde. Et dans les villes de ce pays, que ce soit la grande cité du Brésil ou la capitale du Zaïre, l'homme qui vient de la forêt ou de la savane, rencontre sur l'écran de la télévision les hommes des Pays riches et se mêle — de ses yeux cupides — à leur façon de vivre. Il se demande alors pourquoi il ne devrait pas avoir, lui aussi, les mêmes droits et la même vie. Il ne comprend pas, surtout, pour quelles raisons les peuples nouveaux, dépositaires

taires de la plus grande partie des richesses naturelles et des matières premières, restent ceux qui disposent de la partie la plus exigüe du revenu mondial. Et ce doute n'est pas dissemblable, dans son effet pratique, de celui qu'il y a bien de siècles tourmentait la plèbe romaine qui se révoltait et abandonnait les patriciens. Seulement à cette époque il suffisait de l'apologue de Menenius Agrippa pour la ramener à la vie sociale. Aujourd'hui l'apologue ne suffit plus et il faut quelque chose de plus convaincant et de plus concret : un nouvel ordre international, un nouvel ordre économique pour satisfaire l'aspiration à la justice.

Et d'ailleurs, n'y a-t-il pas dans la crise du dollar quelque chose de plus qu'une altération de la balance des paiements américains ou que la rupture des équilibres monétaires entre les pays ? En réalité, en 1945, grâce à la clairvoyance des négociateurs des accord de Bretton Woods et sous la sollicitation d'une économie keynésienne, sur les ruines de la guerre et sur la fin du nationalisme, on a su construire un nouvel ordre économique international, qui a réglé d'une façon différente et dynamique les rapports entre les nations industrialisées. Aujourd'hui — au contraire — on n'a pas encore été en mesure de donner une réponse économique valable à un autre phénomène historique issu de la guerre et qui devient chaque jours plus pressant : la liberté des peuples qui étaient autrefois des colonies et qui ont besoin, pour leur développement, d'un nouvel ordre économique et commercial. Nous devons donc arriver à écrire pour la symphonie de notre monde nouveau, la partition d'une économie nouvelle grâce à une convergence sur une sorte de nouveau Kennedy round capable de statuer sur la base d'une conception nouvelle des rapports entre les pays industrialisés et des rapports de ces derniers avec les pays en voie de développement. Nous pourrions ainsi utilement mettre à la disposition du progrès des autres nos propres richesses, et réaliser ainsi une économie d'intégration utile pour corriger le dualisme économique qui risque de bouleverser la paix du monde.

A l'origine de la crise économique et monétaire qui se manifeste actuellement, il est donc possible qu'il y ait aussi des motifs n'ayant rien à voir avec la crise du marché américain : il pourrait y avoir les premiers signes de cette stagnation économique que certains écono-

mistes ont indiqué il y a déjà quelques années comme le danger dans lequel serait plongé le monde riche lorsque viendrait le jour où, les besoins essentiels ayant été satisfaits, la demande tomberait dans leurs marchés. Et pourtant, il y a des millions et des milliers de millions de gens à introduire dans le circuit du développement et de la civilisation ! Réaliser cela voudrait dire fournir à l'économie et à la société un stimulant assez fort pour que la demande se gonfle, les investissements se ravivent, la production s'écoule. De sorte que la rencontre de l'homme avec l'homme (qu'est-ce que c'est donc l'économie si non le rapport de l'homme avec l'homme ?) puisse assurer encore des siècles de développement et de paix à nos enfants.

Voici donc le sens choral du thème des pays en voie de développement ! Un engagement qui peut, aujourd'hui, être résolu parce que nous vivons à une époque certes pleine de souffrance, d'incertitude, de tourment moral et spirituel, mais au cours de laquelle les hommes de sciences et les techniciens ont mis à notre disposition des moyens dont l'humanité n'avait jamais disposé. Avec l'énergie nucléaire, les moyens nouveaux de communication, les industries les plus avancées, un grand nombre des besoins de l'homme peuvent être satisfaits. Et aujourd'hui, peut-être pour la première fois dans son histoire, l'homme a même la possibilité de refaire son milieu, il peut transformer les déserts en zones habitables, il peut déterminer de satisfaisantes conditions de vie là où elles n'existent pas : et cela, à la seule condition qu'il se rende compte des limites jusqu'où il peut aller afin de ne pas troubler les équilibres essentiels pour la nature et la vie.

Tous ces problèmes, eux-aussi relevant d'un macrocosme toujours plus universel, soulignent la nécessité d'une nouvelle orientation économique, qui ne peut jaillir ni du marxisme — qui éteint l'élan de l'action individuelle et rend impuissant tout le mécanisme ; ni du libre-échange, dont le but resterait limité à un culte objectif du simple profit qui ne coïncide pas toujours avec un véritable progrès. Voilà pourquoi la Communauté élargie doit également être une tentative de réponse à la recherche d'une économie nouvelle pour se préparer à remplir le rôle de la puissance économique la plus grande du monde.

Il ne faut cependant pas oublier que la Communauté Economique Européenne est le résultat — illustré par son histoire décennale — d'une saine économie de compétition et de substitution de laquelle nous avons toujours tiré avantage. Si l'Italie s'est tellement développée au cours de ces dernières années, elle le doit en particulier à deux circonstances : le fait que finalement nous avons commencé à chercher « notre place au soleil », non pas chez les autres mais chez nous, en découvrant nos régions sous-développées ; et au fait que, grâce à une véritable révolution, nous avons emmené notre pays à une symbiose économique bien étroite avec l'Allemagne, la France et le Bénélux en acceptant le défi d'une vie faite de compétitions.

L'application des nouveaux critères de l'économie d'échelons, des nouvelles allocations des ressources, des stimulants compétitifs, nous ont en effet donné de nouvelles possibilités productives. Et cela s'est également produit et multiplié chez nos partenaires, à tel point que se rend maintenant nécessaire une nouvelle et meilleure distribution de ces ressources et de ces possibilités entre les six Pays, afin d'éviter le danger que leur unité économique n'accentue pas les différences de structure économique, avec des concentrations de richesse et de pauvreté qui risquent d'établir en Europe les déséquilibres caractéristiques entre les cinq Continents.

C'est à ce propos que se pose aujourd'hui, dans la Communauté Economique Européenne, le problème de son approfondissement, c'est-à-dire le problème de passer à la réalisation d'une programmation économique, d'une politique régionale et d'une politique sociale. Il faut donc reprendre les suggestions du Plan Werner pour une politique économique commune et tâcher de l'acheminer au plus tôt, avant encore de donner un départ concret à l'élargissement de la Communauté. Si nous n'agissons pas ainsi, nous courons le risque que les facteurs de production circulant librement à l'intérieur de la Communauté n'aillent se concentrer d'une façon monstrueuse dans certaines zones mieux placées, en obéissant à des lois mécaniques et en donnant lieu à un déséquilibre social qui menacera le véritable caractère de la Communauté. Je rappelle que l'esprit essentiel du Traité de Rome est énoncé à son article 2,

d'après lequel : « La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des Etats membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie et des relations plus étroites entre les Etats qu'elle réunit ».

Il est à souhaiter, donc, que l'élargissement de la Communauté Economique Européenne ne signifie pas son affaiblissement : les Six membres fondateurs resteront certainement les garants de son intégrité. Mais il est dans l'intérêt de tous les membres, récents et anciens, de la sauvegarder, car c'est seulement dans le cadre du Traité que la Communauté peut vivre et fructifier. Il est donc nécessaire d'assurer un équilibre entre le droit national et le droit communautaire, mais de telle sorte qu'il ne soit pas impossible de transférer graduellement à une autorité supra-nationale les problèmes essentiels et les plus avancés de la vie de l'homme qui aujourd'hui ne se rattachent plus à la dimension nationale : je pense aux problèmes de la culture, de la science, de la technologie, de la défense (en effet, le problème de la défense et surtout de la défense atomique devra aussi trouver, tôt ou tard, dans la Communauté élargie, une solution appropriée).

De la même façon, pour remplir sa tâche, la Communauté doit se présenter avec sa propre monnaie, c'est-à-dire avec une expression précise de sa position économique internationale, avec une capacité univoque à disposer de son potentiel économique unifié dont la monnaie est le symbole le plus vrai et le moteur le plus efficace. De sorte que les autres Pays, et surtout les Pays en voie de développement, puissent disposer des moyens de paiement nécessaires là où le dollar s'affaiblit ou bien là où d'autres grandes Puissances Internationales n'ont pas encore accepté de participer avec un jeu correct et impartial à la responsabilité de participer au développement du Tiers monde.

Une monnaie européenne est donc le signe et l'instrument d'un gouvernement économique ; mais c'est aussi un moyen pour accomplir une autre tâche connexe à l'élargissement communautaire : celle de faire de la Communauté un sujet de politique mondiale.

La paix du monde dépend aujourd'hui des accord nucléaires, des engagements réciproques de contrôle souscrits par les super-puissances. Mais si nous ne résolvons pas le problème social du monde, celui du sous-développement, pourrons-nous éviter une révolution à caractère mondial qui nous bouleversera au moins autant qu'une guerre ? La paix ne peut pas être assurée uniquement par nous ; mais elle ne dépend pas davantage seulement des super-puissances, bien que celles-ci détiennent la plus grande disponibilité d'armes nucléaires. Qui aurait pu penser, il y a quelques années, que l'équilibre d'une partie du monde pouvait être compromis par une guerre dans le Biafra, ou que nous puissions être aujourd'hui tous menacés par une guerre générale à cause du Pakistan et de l'Inde ? Il est vrai que le jeu des grandes puissances peut se dérouler derrière l'une et l'autre de ces guerres ; mais c'est un fait toujours plus évident que si les « Grands » peuvent exploiter ces événements, ils ne les maîtrisent plus !

L'Europe peut-elle renoncer aujourd'hui à participer, elle aussi, à des décisions qui influenceront l'ordre international et la paix ? L'ordre international ne se borne plus à justifier le droit de réagir devant les agressions illégitimes : il est désormais en pleine vigueur un ordre international qui énonce, comme droit positif, le droit à des conditions de vie harmonieuses pour la Communauté internationale. C'est à nous de décider s'il convient de développer une communauté internationale à l'image de l'antique Sparte, c'est-à-dire fondée sur la guerre, sur la violence, sur la dictature ; tels seront les fruits de la technique et de la science moderne si elles se déshumanisent ; ou bien si la Communauté internationale s'inspirera à l'esprit d'Athènes, afin qu'une civilisation d'un genre nouveau — adaptée aux dimensions de notre époque, une civilisation de synthèse mondiale — mais profondément humaine et humaniste puisse régler la vie commune de toute notre Planète.

Voulons-nous abandonner ces problèmes exclusivement à la responsabilité des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine ; ou pensons-nous que l'Europe puisse et doive offrir, elle aussi, une réponse ? En ce qui concerne le sous-développement, nous avons vu l'Amérique prodiguer son aide à beaucoup de nations et n'être payée,

en retour, que par de la méfiance et du mépris. Nous avons vu l'Union Soviétique essayer de se substituer à nous et répéter par la suite les mêmes erreurs — si non plus graves et définitives — du soi-disant impérialisme occidental ; et, malgré les apparences, la Chine suit actuellement le même chemin, de sorte que les Pays en voie de développement gardent une aptitude d'attente soupçonneuse à l'encontre de toute offre d'aide économique et culturelle. La mission d'une Europe Communautaire, la grande mission qui peut enflammer la jeunesse d'aujourd'hui, ne pourrait-elle donc pas être que de s'offrir pour réaliser l'homme aux quatre coins de la terre, grâce à une économie de la solidarité et à un emploi humaniste de la science et de la technique ?

Les Russes et les Américains se sont engagés dans la compétition pour la conquête de l'espace, ils ont déjà atteint la Lune, ils débarqueront sur Mars. C'est une illusion de la part des Européens que de penser que nous pourrons, dans un laps raisonnable de temps, surmonter la barrière qui nous sépare des deux colosses dans ce domaine. Et alors ne devrions-nous pas, à notre tour, accentuer les progrès de l'industrie en nous concentrant sur les secteurs les plus immédiatement utiles au bien être de tous les hommes ?

En vérité, nous pouvons vanter bien des titres à cet égard ; tous les Pays de la Communauté ont derrière eux, à des titres différents, une longue expérience de présence dans tous les continents, une expérience que l'on peut — si l'on veut — affecter à la solution du problème du sous-développement et de l'équilibre mondial.

Croyons-nous donc que la paix pourra être imposée, dans la Méditerranée, par les Russes ou les Américains ? Les pays arabes pourront accorder des armistices ; mais la paix véritable ne pourra être instaurée que le jour où, avec une pleine conscience du moment historique, devant le monde arabe souffrant de sa crise de croissance, se levera une Europe qui, en échange des hydrocarbures, mettra à la disposition de ces pays son assistance technique, ses investissements, sa solidarité économique. La paix viendra le jour où Arabes et Israéliens — conscients d'être, avec

nous, les héritiers d'une des plus anciennes civilisations du monde — rechercheront ensemble de nouvelles valeurs universelles : tout comme, il y a mille ans, les mystiques du Moyen-Age sûrent trouver la synthèse entre le monde germanique et le monde latin qui s'affrontaient dans une opposition dialectique tourmentée dont la composition a engendré notre Europe.

Le monde socialiste est, lui aussi, en pleine effervescence. L'économie bureaucratique de l'exaspération marxiste est en proie à des crises profondes. Les exigences de l'homme se font sentir. Le moment d'une détente complète est peut-être arrivé. Mais pouvons-nous nous présenter utilement à ce rendez-vous, en tant que Nations isolées, alourdis avant tout par le jeu de l'équilibre à réaliser entre nous ? Ce n'est que comme Communauté Européenne que nous pourrons traiter avec le colosse de l'Est et garantir, même dans son propre intérêt, un équilibre quelconque qui, à son égard, puisse à la longue parvenir aussi à une vie en quelque sorte communautaire avec l'Europe de l'Est et avec les Russes, utile malgré la diversité des systèmes.

L'Europe a atteint l'âge de sa pleine maturité, l'âge où la sagesse doit prévaloir non pour se préparer à mourir, mais pour offrir un message fondé sur toutes nos expériences, sur toutes nos capacités.

C'est le moment où l'Europe peut se racheter des nombreuses erreurs commises, des lourdes abdications que nous avons dû faire dans les années passées. Nous sommes pratiquement exclus de la Méditerranée où nous avons dû subir la guerre sans aucune réaction ; nous avons vu le mur de Berlin diviser notre continent sans pouvoir même nous en plaindre ; nous avons été les spectateurs muets de tant d'événements bien dramatiques dans le monde — de Cuba au Biafra — sans pouvoir faire entendre notre voix.

Nous ne pouvons continuer à demander à notre jeunesse de calculer les taux d'augmentation de nos rentes, le progrès de la motorisation européenne, des cervaux électroniques etc., en ignorant que ce bien-être, abandonné à lui-même, finit par nous isoler des problèmes réels de notre monde.



Il faut rompre les divisions ; nous avons soif de nouveaux idéaux politiques. Voilà pourquoi le moment venu de l'élargissement de la Communauté est aussi un moment de grande responsabilité.

Prenons-nous l'Angleterre avec nous simplement pour créer une zone de libre échange, pour réaliser un marché commun ? Ma réponse est : non. Nous devons être reconnaissants à ce grand Pays qui a peut-être compris plus tard que les autres — nous avons dû faire la décolonisation intérieure depuis longtemps par nécessité — les exigences de notre temps et qui de toute façon renforcera par sa puissance le système démocratique européen. Un Pays qui est en train de se préparer avec zèle à la C. E. E. et à sa fonction communautaire, qui tâche d'assainir sa monnaie et sa balance de paiements, qui s'efforce de résoudre ses luttes sociales et qui, ayant accepté la logique de l'histoire, a modifié, dans les justes limites, ses liens particuliers avec les Etats-Unis d'Amérique. Un pays vaincu qu'il doit prendre aujourd'hui une responsabilité européenne et, grâce à celle-ci, assurer encore une fonction mondiale.

Des moments de vie européenne exaltants, mais aussi très difficiles, nous attendent encore. Comment effectuer l'agrandissement d'une maison dans laquelle nous avons l'habitude de vivre à Six ? Nous sera-t-il facile de nous habituer à y vivre à Dix ? Des Pays depuis longtemps accoutumés au langage communautaire trouveront-ils facile d'être en contact avec des Pays nouveaux comme le Danemark, la Norvège, l'Irlande, d'une mentalité assez différente de la nôtre ? Et ces derniers accepteront-ils toute de suite les responsabilités politiques auxquelles j'ai fait allusion plus haut ? Et cependant il serait regrettable que les membres de la Communauté Economique Européenne élargie n'agissent pas en faveur d'une relance à caractère politique qui nous donne une Europe répondant aux exigences nouvelles de notre époque.

S'il est vrai que la C. E. C. A., en 1953, la C. E. E. en 1958, répondaient aux exigences européennes de la société internationale de leur temps, une Communauté élargie et approfondie répond aujourd'hui aux exigences mondiales auxquelles nous sommes appelés à répondre.

Temps de l'Europe, donc !..... Temps de responsabilité exaltante. Point tournant qui engage la responsabilité de chacun d'entre nous, mes chers amis, une responsabilité politique parce qu'elle a des buts hautement politiques et qui décide de notre capacité à participer ou non — activement — à la formation de la nouvelle société internationale, à la Communauté des Peuples.

Je vous remercie, Mesdames, Messieurs, de m'avoir si aimablement écouté.

Tipografia M.A.E. - Roma, marzo 1972